

Déclaration faite au Comité de pilotage du 7 septembre 2012

Je fais cette déclaration au nom de l'ensemble des élus du CE et des OS.

Tout d'abord, nous considérons que les annonces de Ford ne sont pas aujourd'hui suffisantes pour respecter ses engagements et il nous paraît indispensable que **Ford apporte un projet supplémentaire.**

Dans les projections des 1000 emplois chez FAI à partir de 2014, figurent notamment :

- 1- Au sein des Services à GFT, 30 emplois correspondant à du prêt de personnel FAI à GFT
- 2- 80 emplois pour les racks
- 3- 180 emplois supplémentaires pour produire 30 000 boîtes 6F35 de plus que la capacité de production initiale (130 000 boîtes).

Ces 3 éléments appellent plusieurs remarques :

- 1- Le **prêt de personnel à GFT** ne rentre pas dans les engagements de Ford de maintenir 1000 emplois permanents (1000 ETP en CDI) sur le site de FAI. C'est le respect de cet engagement qui a subordonné et qui subordonnera l'octroi des aides publiques. Par ailleurs, la pérennité de ces emplois est loin d'être assurée : la production chez GFT est actuellement en baisse et si cette baisse perdure, le personnel FAI sera la première variable d'ajustement
- 2- Le lancement de l'activité de **fabrication des racks** a connu de très grandes difficultés. Malgré les améliorations apportées, des difficultés subsistent, notamment pour les conditions de travail.

Même si le coût de production a été sensiblement abaissé depuis le début de l'année, cette activité ne paraît pas viable économiquement et elle n'est pas dans le cœur de métier et de compétences de l'usine. Elle est avant tout une « solution d'attente » permettant d'occuper du personnel avant l'installation des autres projets, mais elle ne peut pas être considérée comme une activité pérenne.

- 3- Concernant la **6F35**, il faut tout d'abord rappeler que la production de 30 000 boîtes supplémentaires n'est nullement acquise, puisque FAI est en concurrence avec d'autres usines et que l'obtention de ces volumes nécessite l'élaboration d'une proposition « compétitive », permettant d'aboutir à « un coût minimal par unité » et au niveau du coût unitaire d'autres sites.

Compte tenu de ces contraintes fortes posées par Ford, le chiffrage des emplois qui seraient créés pour produire ce volume additionnel n'est pas réaliste. En effet, pour

30 000 unités supplémentaires, soit 23 % (30 000/130 000) de volumes en plus, il faudrait un accroissement de l'effectif de 40 % (180/450) !

Si l'on retient l'hypothèse d'un surcroît d'emplois dans une fourchette de 20 à 30 %, les emplois créés se situeraient entre 90 et 135 ETP, et il manquerait donc entre 45 et 90 ETP pour atteindre la barre des 1000.

En conclusion, si l'on rajoute à ces 45 à 90 ETP les 30 prêtés à GFT et les 80 emplois des racks qui ne sont pas pérennes, on retombe sur un manque de 155 à 200 ETP pour sécuriser l'atteinte de la cible et donc sur l'impérieuse nécessité d'apporter un projet supplémentaire robuste, c'est-à-dire qui s'inscrive dans le plan produit de Ford et dans le cœur de métier et de compétences de l'usine.

Ceci suppose bien évidemment (à la différence de ce qui est proposé) que l'enveloppe d'investissement soit revue à la hausse, ce qui est tout à fait supportable pour Ford au regard des profits record engrangés en 2011 et qui continuent d'augmenter sur le continent nord-américain (ces profits étant sans commune mesure avec les pertes subies en Europe en 2012) et de son budget global d'investissements, d'autant plus qu'une grande partie des investissements réalisés à Blanquefort sont financés avec les fonds laissés dans FAI lors de la vente à HZ Holding (110 M€), le reste étant apporté par l'Etat et les collectivités publiques (APLD, PAT, aides à la recherche et à l'innovation, à l'investissement, à la formation...) pour près de 40 M€.

On voit bien aujourd'hui que les 1000 emplois (au moins) devraient être assurés par des activités pour Ford exclusivement. Dans ces conditions, il n'y a plus aucune raison objective pour repousser encore **le retour du logo Ford**.

Le retour du logo n'a pas qu'une valeur symbolique : ce serait pour tous les salariés la preuve que Ford a décidé une bonne fois pour toutes de réinsérer cette usine dans son dispositif de production en Europe et dans son plan produit. Ce signe d'un engagement de Ford dans la durée contribuerait à rétablir la confiance et la motivation des salariés, qui ont été fortement mises à mal ces dernières années et qui sont nécessaires à la réussite des projets.

Enfin, les engagements de Ford aujourd'hui ne portent que sur le maintien de 1000 emplois, ce qui va se traduire par le fait qu'environ **la moitié de l'usine sera inoccupée**. Ceci va alourdir les charges fixes supportées par les nouvelles activités de FAI et donc grever leur rentabilité et leur compétitivité au sein du monde Ford.

C'est pourquoi nous profitons de la présence de représentants de l'Etat et notamment du ministère du Redressement productif pour remettre à l'ordre du jour une demande que nous portons depuis plusieurs années, c'est-à-dire que Ford décide d'investir à Blanquefort pour la **fabrication de véhicules propres**. La proximité de la SAFT et le soutien de l'Etat au développement des véhicules propres (dans le cadre du Plan automobile présenté fin juillet) sont autant d'opportunités qu'il faudrait saisir pour le renouveau de notre site.